

Du capitalisme, de la panique et de la statistique

Déclenchant à la fois la panique des béats et des revirements spectaculaires chez les chantres du laisser faire-laisser aller libéral, le retournement de conjoncture les pousse à retrouver de vieux réflexes de sauvegarde. Mais l'imprévision amène le gouvernement et les directions locales, pour masquer leur incompetence, à brasser de l'air dans tous les sens. L'essentiel étant de donner l'impression d'agir, et surtout d'occuper le terrain médiatique.

Pour cela, l'instrument massue, c'est la statistique.

Pour cela, il faut collecter frénétiquement un maximum de données dans l'urgence.

Pour cela, on nous demande d'éplucher les contrats d'emprunts des collectivités en une demi-journée pour savoir si nos édiles se sont laissés avoir par des commerciaux rompus aux techniques de "l'ingénierie financière" comme le dit joliment la note de service.

Pour cela, on nous demande d'évaluer les difficultés des collectivités d'accéder à l'emprunt... en oubliant que les agents du Trésor sont rarement dans les agences bancaires quand un emprunt se négocie.



Pour cela on s'assoie sur les chartes de "bonnes pratiques", le tout justifié par l'urgence pour laquelle certains n'hésitaient pas à appeler à l'union sacrée... comme en 1914.

Comme il faut répondre, on répond ! Comme on peut...

On aura de jolis tableaux sans contenu et le ministre pourra briller devant la presse avec de beaux graphiques. Nul ne sait si ça va permettre de comprendre... mais au moins ça montre que le gouvernement est à la barre.

Car, en fait, la peur est ailleurs, elle est européenne et mondiale.

Un fantôme hante l'Europe.... celui de la peur de voir le capitalisme contesté.

Cette peur mène nos grands libéraux à nationaliser les pertes, alors qu'hier encore, ils privatisaient les profits.

Malgré l'accumulation gigantesque de richesse (ou du moins de sa mesure monétaire), la fuite en avant de la production va au delà de la satisfaction des besoins humains. D'où l'apparition de "nouveaux marchés" à un rythme de plus en plus rapide, entraînant gaspillage des ressources naturelles et humaines.

Mais, alimenté par le progrès technique, le poids croissant des investissements nécessaires entraîne fatalement une baisse tendancielle et de long terme des profits.

Comme l'écrivait Marx en 1865: *“ La tendance à une baisse du taux général des profits est donc la caractéristique capitaliste du progrès de la productivité du travail social; ce qui ne veut pas dire que d'autres facteurs ne puissent pas déterminer la baisse des taux de profit, mais ce qui exprime qu'il est de l'essence de la production capitaliste d'entraîner par son développement progressif une transformation du taux de la plus-value en des taux de profit de plus en plus petits. ”*.

Ainsi les banquiers, dont la fonction consiste à faire de l'argent à partir du profit tiré du travail des autres, ont vu leur rémunération fondre à la même vitesse. Et pour repousser encore plus la limite de leur faillite, leur imagination est sans limite : Emprunts “ structurés ”, subprimes, techniques “ d'ingénierie financière ” diverses... Jusqu'au jour où intervient ce que les zélés cireurs de pompes du système appellent un “ réajustement du marché ”.

Quelle dérive s'exclament-ils alors! Voilà donc ce que les béats appellent la “ financiarisation de l'économie”. Une dérive aussi vieille que le capitalisme lui même et qui a été la source de nombreuses crises au XIXe siècle et au XXe.

Or le capitalisme est un système dont l'instabilité chronique se mesure aux crises périodiques plus ou moins violentes qui le traversent. Ces cycles de croissance et de décroissance relative de l'économie sont connus depuis les années trente. Mais à chaque phase de croissance les laudateurs du système, oublieux de son instabilité, raillent les Cassandre qui, en général, n'attendent pas longtemps pour avoir raison.

Il en a été ainsi de la “ bulle internet ”, il en est de même avec l'actuelle crise dite “ financière ”, terme de propagande élégant dont l'objet est de faire entrer dans la tête du quidam qu'il n'y a qu'une branche pourrie à scier pour que tout rentre dans l'ordre.

Ainsi, comme après 1929, on fait chauffer la planche à billets. On trouve miraculeusement des milliards pour sauver des banques mal gérées, on hurle à la responsabilité des traders pour la forme. Pour couronner le tout, on en appelle à la morale pour cimenter cet imbroglio et éviter la contestation du capitalisme lui même comme l'a piteusement fait le Président de la République devant le Parlement Européen.

Comme les leçons de l'histoire ne sont jamais tirées, la panique pousse à faire n'importe quoi pour que nos dirigeants tentent de faire croire qu'ils comprennent ce qui est décrit par d'autres depuis 150 ans.

Pendant ce temps, les turpitudes des spécialistes de “ l'ingénierie financière ” détruisent des emplois, poussent des gouvernants consentants à recourir à l'inflation pour financer leur “ plan ” et permettent au patronat de profiter de la situation pour réduire encore la part des salaires dans la rémunération de la richesse produite.

Les salaires stagnent, des emplois sont détruits, les traders imprudents seront absous et les profits restaurés avec l'argent des contribuables qui ne bénéficient pas du bouclier fiscal... Et les caisses seront toujours vides pour ceux qui souffrent.

C'est beau, c'est grand et c'est bien le meilleur des mondes possibles....

Qu'on se le dise (au moins pour tenter de s'en convaincre).